Macron et Mercosur : Dire non tout en sachant que le oui est déjà acté

Description

Quel triste spectacle que notre vie politique ! Notre Assemblée s'est transformée depuis la dissolution ratée en un véritable spectacle clownesque côté extrême gauche et en un concours de posture côté extrême droite. Qui gagnera le concours du pire spectacle vivant à l'extrême gauche ? Qui remportera le titre de la plus belle cravate et de l'attitude la plus propre sur lui, avant grattage et décryptage, à l'extrême droite ?

Dans le bloc central, le silence et la dignité étaient de mise, mais le Président et ses ministres ne sont à présent pas en reste. Ils nous jouent la grande scène de théâtre du « non français » au sujet des accords UE-Mercosur et de la crise agricole.

Notre Président s'était activé pendant des semaines, partout dans le monde, pour faire reconnaître un état palestinien qui ne réunissait aucune des conditions d'une reconnaissance. Qu'a-t-il fait, vraiment, sur le Mercosur ? Des constantes dans les deux cas : incohérence, agitation stérile et absence totale de résultat.

La scène est désormais bien rodée. À Paris, on rejette, tout en sachant pertinemment que Bruxelles signera. À haute voix, les responsables politiques français , président en tête, dénoncent l'accord UE-Mercosur. À voix basse, ils savent qu'il sera adopté. Car, au fond, ils l'espèrent.

Derrière les postures martiales et les communiqués indignés, une vérité dérangeante s'impose : l'accord UE-Mercosur est économiquement favorable à la France et à l'Union européenne. Et tout le monde le sait.

Alors on joue la comédie, on caresse nos agriculteurs, on tape dans le cul des vaches pour paraître proche, compréhensif et solidaire.

Le président de la République affirme qu'il ne signera pas. Les ministres promettent qu'ils résisterontet iront jusqu'à la Cour Européenne de Justice. Les élus jurent qu'ils protégeront l'agriculture française. Mais dans les faits, personne n'ignore que cet accord commercial relève de la compétence exclusive de l'Union européenne, qu'il sera validé à la majorité qualifiée, et que la France n'a ni veto, ni surtout réelle volonté de blocage.

Le "non" est politique. Publiquement. Le "oui" est économique. Pourtant le courage ne consisterait-il pas à toujours faire coïncider l'un et l'autre ?

Les chiffres, heureusement, sont têtus.

L'accord UE-Mercosur, négocié depuis plus de vingt-cinq ans, concerne deux ensembles de plus de 700 millions d'habitants. Il prévoit la suppression progressive de 91 % des droits de douane sur les exportations européennes et de 92 % sur les exportations sud-américaines. Dans un monde fragmenté, instable, marqué par la guerre commerciale et la sécurisation des chaînes de valeur, il renforce la sécurité économique de l'Europe face aux dépendances stratégiques.

Pour la France, les bénéfices sont massifs. Nos exportations vers le Mercosur représentent déjà 5,56 milliards d'euros. Les secteurs gagnants sont précisément ceux qui structurent notre appareil productif et notre emploi :

– les machines et équipements électriques (1,2 milliard d'euros, 234 000 emplois),
– le matériel de transport, notamment l'aéronautique et l'automobile (1,76 milliard, 372 000 emplois),
– les produits chimiques et pharmaceutiques (1,37 milliard),
– sans oublier les plastiques, le caoutchouc, les instruments médicaux et de mesure.

Ces chiffres ne sont pas abstraits, ils parlent d'usines, d'emplois, de territoires.

L'accord protège par ailleurs un trésor français trop souvent oublié dans le débat : nos appellations d'origine. Champagne, Chablis, Comté, Roquefort, jambon de Bayonne, bœuf de Charolles, riz de Camargue, huîtres Marennes-Oléron, pruneaux d'Agen, lavande de Haute-Provence : autant de produits désormais protégés juridiquement sur les marchés sud-américains. Peu de traités commerciaux offrent un tel niveau de reconnaissance de notre patrimoine agricole et gastronomique.

Reste la question agricole, brandie comme l'argument absolu. Elle mérite mieux que des slogans.

Oui, l'accord ouvre des quotas d'importation. Mais ils sont strictement encadrés :
99 000 tonnes de bœuf (1,6 % de la production européenne), 180 000 tonnes de volaille (1,4 %), 180 000 tonnes de sucre (1,1 %), 60 000 tonnes de riz (2 %). Au-delà, les droits de douane normaux s'appliquent. À cela s'ajoutent des clauses de sauvegarde activables rapidement, des contrôles renforcés, un suivi semestriel des prix et des volumes, et un doublement de la réserve agricole européenne à 6,3 milliards d'euros.

Sur le plan sanitaire et environnemental, les fantasmes cèdent aussi face aux faits. Les normes européennes demeurent intégralement applicables : pas d'OGM interdits, pas d'hormones de croissance, respect strict des seuils de résidus de pesticides contrôlés par l'EFSA. L'exemple récent

du Brésil, contraint de suspendre ses exportations de viande bovine femelle après un audit européen, démontre que les contrôles fonctionnent. L'accord renforce même les audits, les mécanismes de règlement des différends et l'application du règlement européen "zéro déforestation".

Alors pourquoi ce double langage ?

Parce que le Mercosur est devenu un symbole commode : celui d'une mondialisation honnie en paroles mais recherchée dans les faits. Les dirigeants français veulent les bénéfices sans en assumer la responsabilité politique. Ils veulent la croissance, les exportations, l'emploi industriel, mais sans affronter la complexité du débat public. Ils préfèrent dénoncer à Paris ce qu'ils laissent valider à Bruxelles. Quitte à favoriser un climat anti-européen, alors que nous avons au contraire besoin d'une Europe forte et solidaire.

Ce cynisme est une faute politique. Car à force de dire le contraire de ce que l'on fait, on nourrit la défiance, on fragilise l'Europe et on abîme la parole publique. Une démocratie ne peut pas durablement prospérer sur la dissonance permanente entre discours nationaux et décisions européennes.

Il serait plus honnête, et plus courageux, de dire la vérité aux Français : oui, l'accord UE-Mercosur comporte des risques qu'il faut encadrer ; mais oui aussi, il est globalement bénéfique pour notre économie, notre industrie, notre influence et notre autonomie stratégique.

Bien sûr nous vivons une crise agricole majeure et il est urgent de choisir une véritable politique agricole au bénéfice des consommateurs comme du monde paysan, au bénéfice de la France en fait. Car nous savons qu'il est vital pour notre Nation de disposer d'une pleine souveraineté alimentaire. Mais là, le silence résonne étrangement. Et depuis 2017 ! Macron ne s'est jamais véritablement intéressé à notre agriculture. Nous n'avons aucune Politique Agricole cohérente, aucune politique agricole tout court. Comme nous n'avons eu d'ailleurs aucune politique du Logement depuis 2017 !

La politique n'est pas l'art de dire non pour la galerie et oui par procuration. Encore moins de tenir des grandes assises, des grands débats nationaux, des Grenelles, qui caressent les protagonistes, gilets jaunes, agriculteurs, personnels soignants, etc… dans le sens du poil mais ne changent absolument rien à la réalité. La France a besoin de responsables capables d'assumer ce qu'ils savent être juste, même quand c'est difficile à expliquer.

La politique n'est pas l'art de la posture.
La Politique est l'art d'assumer. Le courage de dire la vérité. Mais qui a ce courage aujourd'hui ?

Patrick Pilcer

Categorie

1. Économie

date créée
9 janvier 2026